

# Philosophie de la pandémie: L'Etat prend-il vraiment "soin" de nous?

Des interdictions (de fumer) aux obligations (de s'assurer), le gouvernement joue un rôle majeur dans la préservation des citoyens. Mais de la gestion biopolitique à une théorie du "care" appliquée, il y a un gouffre



L'utilisation récente du terme "biopolitique" souligne que nos corps et notre santé sont des lieux où s'exerce le pouvoir de l'Etat. — © PhotoPQR/Ouest France/Lucie Weeger

"No pass, no vax: liberté, liberté, liberté",

"Mon bras, mon choix",

"Nous ne sommes pas des cobayes!"...

□ Cet été, nous avons souhaité sonder les revendications déclinées sur les pancartes des manifestants opposés à l'obligation vaccinale ou au passe sanitaire, et les transposer en débat philosophique. Pascaline Sordet, journaliste et titulaire d'un master en philosophie, les recontextualise pour "Le Temps".

Qu'on le veuille ou non, l'Etat se mêle de notre santé. Il met en place un système d'égouts pour éviter le choléra, il gère et finance des hôpitaux publics et oblige les citoyens à souscrire une assurance maladie. Il pousse les individus à ne pas fumer dans les lieux publics et à attacher leur ceinture de sécurité. Un exercice du pouvoir que Michel Foucault appelle "biopolitique" et auquel la pandémie de Covid-19 nous a rendus particulièrement attentifs.

Alors même que cette notion est toujours restée en construction, l'utilisation récente du terme "biopolitique" souligne que nos corps et notre santé sont des lieux où s'exerce le pouvoir de l'Etat. Les femmes qui descendent dans la rue pour défendre le droit à l'avortement au son du slogan "mon corps, mon choix" le savent bien, c'est aussi le choix du gouvernement élu.

## Projets politiques différents

Pour construire cette notion, dans *Surveiller et punir*, Michel Foucault compare les épidémies de lèpre et de peste, et la manière dont l'Etat y réagit. Les lépreux sont physiquement éloignés en masse de la population, alors que les pestiférés sont soigneusement surveillés, analysés, et répertoriés individuellement.

"L'exil du lépreux et l'arrêt de la peste ne portent pas avec eux le même rêve politique. L'un c'est celui d'une communauté pure, l'autre celui d'une société disciplinée", écrit Foucault.

Ce qui l'intéresse, ce ne sont donc pas les épidémies elles-mêmes, mais le projet politique de contrôle individualisé, invisible et omniprésent des ressources humaines. Mais au-delà de la pure gestion du "capital humain", l'Etat prend-il pour autant soin de nous, au sens du terme anglais care?

Le passage à l'anglais est délibéré, puisque le care est un concept philosophique que les théoriciennes françaises comme Sandra Laugier ont décidé de ne pas traduire, tout comme on ne traduit pas les termes praxis ou Dasein. Développé dans les années 1980 par Carol Gilligan, le care désigne l'ensemble des choix, des gestes et des paroles visant le maintien de la vie et de la dignité des personnes,

*"tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer notre monde de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible", écrit l'Américaine Joan Tronto.*

Alors que dans la sphère domestique, il est majoritairement effectué par les femmes – et encore plus par les femmes racisées –, les penseuses du care le "dénaturalisent" et dessinent sa transformation en projet politique: revalorisation sociale et salariale des activités de soin et prise en compte du soin dans les autres domaines. Réguler les entreprises pour qu'elles prennent soin de leurs employés ou de l'environnement est aussi une politique inspirée du care.

## Bon et mauvais "care"

*"Nous dépendons tous des services d'autrui pour satisfaire des besoins primordiaux", affirme Sandra Laugier, y compris ceux des institutions.*

Le care ne se réduit pas à "un souci des faibles et des victimes", mais inclut tous les êtres humains, compris comme essentiellement vulnérables, ce qui suppose que nous abandonnions notre sentiment de totale autonomie. Le corollaire de cette réalité étant que toute relation de care implique un rapport de pouvoir et donc d'inégalité. Cela suppose qu'il peut y avoir un "bon" et un "mauvais" care. Le bon visant, selon Joan Tronto,

*"à rendre la société aussi démocratique que possible".*

L'information, la participation et le consentement sont des composantes essentielles de la démocratie, et donc du care, y compris lorsque celui-ci est exercé par l'Etat. Les soignants, professions du care par excellence, le savent, puisqu'il est au cœur du serment d'Hippocrate:

*"je respecterai toutes les personnes, leur autonomie et leur volonté",*

ou encore

*"j'informerai les patients des décisions envisagées, de leurs raisons et de leurs conséquences".*

On y entend l'écho des Lois de Platon: le médecin

*"en entrant en communication avec le malade [...] ne lui prescrit rien avant de l'avoir persuadé, d'une manière ou d'une autre".*

Il n'y a pas de bon care qui fasse usage de la force.

Si on pense l'intervention de l'Etat dans la pandémie comme un acte de care et pas juste une gestion biopolitique, alors les multiples raisons qui font hésiter les individus face au vaccin doivent être entendues et il faut y répondre de manière spécifique.

Parce que le care n'est pas une théorie de la justice rigide, mais un récit moral, il est assez fort pour inclure des voix différentes.

### Lire aussi:

- Comment revaloriser les métiers des soins?
- Les emplois "féminins" en première ligne face au coronavirus